

d'abord pour des raisons stratégiques et politiques évidentes. Cependant, des éditorialistes du *Toronto Sun* exhortèrent M. Reagan à cesser de parler vaguement de faisceaux lasers capables d'empêcher la guerre nucléaire, à dire plutôt au public combien mal en point la défense des États-Unis se trouvait, puis à doter le pays d'un missile de première frappe capable d'anéantir les silos renforcés de l'URSS.

Après le discours de Reagan sur l'IDS et par suite de l'effondrement des pourparlers START et INF en décembre 1983, le ton monta de plus en plus entre Washington et Moscou, au point qu'un premier ministre Trudeau alarmé décida de lancer sa propre initiative de paix en 1983. Il cherchait principalement à stimuler la volonté de négocier et à engendrer un climat plus favorable à la conciliation. En dépit du peu d'intérêt manifesté à Washington et dans certaines capitales occidentales, les médias canadiens suivirent de près les déplacements de M. Trudeau; des journalistes l'accompagnèrent en effet en Asie et en Europe, à Washington et à Moscou.

En 1985, le gouvernement conservateur de Brian Mulroney a pris le pouvoir, et les médias ont continué de s'intéresser à la limitation des armements et au désarmement, aiguillonnés qu'ils étaient par l'analyse du Comité de la défense sur l'accord du NORAD devant être reconduit en 1986. L'organisme portait désormais un nouveau nom (Commandement de la défense aérospatiale du continent nord-américain), et il devint vite évident que l'attention des médias se porterait principalement sur la façon dont la "Guerre des étoiles" de M. Reagan influencerait sur le rôle du Canada au sein du NORAD. C'est ainsi que parut toute une série de reportages, d'articles et d'éditoriaux sur la question, la plupart des auteurs étant cette fois-ci encore des journalistes et des experts canadiens. Cet engouement dura jusqu'au 1er avril 1986, moment où, au sommet du Shamrock, MM. Reagan et Mulroney ont officiellement reconduit l'accord du NORAD.

Pendant la même période, les médias avaient suivi de près le dialogue public entre Washington et Moscou, dialogue qui devait aboutir au sommet de Genève, à l'automne 1985, puis à la réunion de Reykjavik, un an plus tard.

## DE MEILLEURES SOURCES

Les dossiers que les journaux possèdent sur l'OTAN, sur les pourparlers de Genève concernant la limitation des armements, sur les plans de désarmement présentés par l'Est et l'Ouest et sur les sommets ont nettement pris de l'ampleur au cours de la dernière décennie; autre fait encourageant, le contenu canadien est plus considérable également. Si l'on exclut les inquiétudes du public face aux essais des missiles de croisière, à l'IDS et au NORAD, ce phénomène s'explique notamment par le fait que le gouvernement

est désormais plus sensible à l'opinion publique et quelque peu plus ouvert sur toutes ces questions. Par ailleurs, outre les sources officielles d'information (les Affaires extérieures et la Défense nationale), il existe maintenant plus d'organismes extérieurs fournissant des renseignements généraux et des analyses sur ces grands thèmes: l'Institut canadien des études stratégiques, fondé à Toronto en 1976; le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, qui s'est ouvert à Ottawa en 1983; et l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, une société d'État créée en 1984. En plus des anciennes sources bien établies de renseignements contextuels valables (mentionnons ici l'Institut canadien des affaires internationales), il y a un nombre grandissant d'écoles universitaires spécialisées (York, Laval, UBC, Queen's et Guelph) qui se consacrent à l'étude des questions intéressant la paix et la sécurité. Le mouvement pacifiste a lui-même engendré des organismes dont les compétences s'accroissent chaque année; enfin, ces groupes organisent des conférences et des colloques publics de plus en plus nombreux. Ainsi, contrairement à ce qui était le cas il y a dix ans, un journaliste canadien consciencieux peut puiser à diverses sources pour mener ses recherches.

Un certain nombre de journaux canadiens disposent maintenant de rédacteurs qui traitent régulièrement des questions de défense et des affaires internationales; quelques-uns se rendent même à l'étranger pour les fins de leur chronique: mentionnons notamment Patrick Martin, du *Globe and Mail*, Ron Lowman, du *Toronto Star*, John Harbron, de l'agence *Thomson Newspapers*, Jack Best, des *Canada-World News* (il écrit d'ailleurs pour plusieurs journaux canadiens), et l'auteur du présent document, qui est chroniqueur pigiste pour *Southam News*. Du côté francophone, il y a Jocelyn Coulon, Marcel Adam et René Beaudin représentant respectivement *Le Devoir*, *La Presse* et *Le Soleil*.

Cela ne signifie pas que les reporters canadiens passent ou devraient passer outre aux sources américaines. Dans ce domaine en particulier, il existe de nombreuses institutions et universités ayant à leur compte des experts très bien informés sur la limitation des armements et la stratégie, et beaucoup ont l'expérience des choses militaires et techniques ou encore des négociations. Ces personnes sont souvent aussi bien informées que les représentants du gouvernement et elles sont fréquemment moins enclines à tergiverser. Comme quiconque ayant été reporter à Washington le sait, le mode de fonctionnement du gouvernement américain encourage plus que c'est le cas à Ottawa les fonctionnaires à s'exprimer sur la conjoncture, même en ce qui concerne la limitation des armements. (C'est ainsi que les plans concernant les essais des missiles de croisière ont été éventés: un journaliste canadien a obtenu l'information auprès d'un fonctionnaire américain.) Pour ceux qui